

CÔTE D'IVOIRE *La difficile mise en œuvre des accords de Marcoussis*

Un contre-sens inévitable

La France était la seule à pouvoir et vouloir le faire. Il était nécessaire qu'elle le fit. Mais elle était la plus mal placée pour ce faire. Ainsi doit-on

PAR
**JEAN-FRANÇOIS
BAYART**

résumer cruellement la quadrature du cercle de l'accord de paix en Côte d'Ivoire. Les pays africains voisins n'avaient pas la capacité ou la volonté de jouer les pompiers, pyromanes pour au moins deux d'entre eux : le Burkina Faso et le Liberia. Les Européens et les Américains ne s'estiment pas concernés par ce borborygme francophone et ont d'autres chats irakiens à

fouetter. Restait l'ancienne puissance coloniale, présente, trop présente, obligée de prendre moins « ses » responsabilités que la responsabilité de ne pas laisser un pays de 16 millions d'habitants, poumon économique de l'Afrique de l'Ouest, s'enfoncer dans une guerre civile qui serait (qui sera ?) atroce.

Néanmoins, ce passé colonial et surtout, peut-être, post-colonial condamnait comme mécaniquement la France au contre-sens. Celui d'une paix sympathique mais régressive, incapable de répondre aux défis d'un conflit qu'elle a été incapable d'anticiper et de comprendre, en dépit de multiples avertissements, et dans l'éclosion duquel elle a une part de complicité, tous gouvernements et toutes cohabitations confondues.

La crise dans laquelle la Côte d'Ivoire s'est progressivement installée dans les années 1980-1990 a une double origine :

1) D'une part, l'échec de l'ajustement structurel de

l'économie rentière héritée de la période coloniale. La ruée vers le cacao dans le Grand Ouest, la flambée des cours des matières premières à la suite des chocs pétroliers ont pu faire illusion jusqu'en 1980. Lorsque le piège de la dette s'est refermé, il était déjà bien tard. L'incapacité des autorités politiques à mettre fin au régime de prébendes outrancières, le report insensé de la dévaluation du franc CFA, la libéralisation précipitée de la commercialisation du cacao et du café ont définitivement compromis la restructuration du tissu productif du pays.

2) D'autre part, les contradictions de la démocratisation qui a placé au cœur des luttes électorales la question de la citoyenneté de la population d'origine étrangère. Sous prétexte de défendre les droits des « autochtones » au nom de la défense ou de la reconquête de l'« ivoirité » le statut d'un gros quart des habitants du pays a été remis en cause.

Avec une apparence de bons sens : pourquoi les étrangers voteraient-ils dès lors que les élections revêtaient une importance qu'elles n'avaient pas auparavant ? Mais avec des dommages collatéraux terribles : au-delà du seul droit de vote étaient contestés, souvent par la violence phy-

Le retour en force de la France heurte de plein fouet l'aspiration à une « seconde indépendance » de nombre d'Ivoiriens

sique ou bureaucratique, le droit de propriété, les droits d'exploitation économique ou tout simplement l'existence administrative des immigrés, puis, de fil en aiguille, des Ivoiriens du Nord, soupçonnés d'être moins « ivoiriens » que d'autres. L'exclusion du jeu électoral d'Allassane Ouattara n'a été que le symbole politique d'une exclusion beau-

coup plus générale et lourde de conséquences.

Ces deux origines de la crise ivoirienne se confondent d'ailleurs. Le poids des immigrés s'explique par les besoins de l'économie de rente, leur rejet par ses difficultés. Quoi qu'il en soit les convulsions du pays renvoient à des défis modernes : la définition de la citoyenneté (qui peut voter ?), l'universalité du droit de propriété (les

étrangers peuvent-ils détenir la terre ?). Elles expriment également la revendication nationaliste que l'alliance stratégique nouée entre Houphouët-Boigny et la France a refoulée lors de l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance. Le thème de l'« ivoirité » vise aussi bien l'ancien colonisateur que les immigrés. Laurent Chabgo, historien qui a consacré sa thèse à

une critique nationaliste de la stratégie du Rassemblement démocratique africain et de la geste houphouëtiste, est très représentatif de cette sensibilité.

Arraché au forceps à des parties qui n'en pensent pas moins, l'accord de Marcoussis répond à ces problèmes par la reconstitution honteuse d'un protectorat que l'on voudrait multilatéral, mais qui ne pourra échapper à cette pesanteur bilatérale délétère faite d'engagement de la part des autres Occidentaux. Le retour en force de la France heurtera de plein fouet l'aspiration à une « seconde indépendance » de nombre d'Ivoiriens. Il se soldera par la reconstitution d'une « coopération de substitution » qui a déjà fait la preuve de ses limites : l'enlisement de l'économie de rente, l'éclatement de l'armée ivoirienne en sont les enfants peu glorieux. Jusqu'à preuve du contraire, ce retour n'est porteur d'aucune conception du développement ou de la croissance suscep-

tible de relancer la machine productive du pays.

Il faut certes saluer l'optimisme désespéré de la diplomatie française. En jetant tout son poids, y compris militaire, dans la balance, elle a cherché à éviter le pire dans l'immédiat : les batailles d'Abidjan et de San Pedro, une purification ethnique de masse dans l'Ouest, les massacres de civils, le départ précipité des expatriés. Néanmoins, les agissements des jeunes « patriotes » incontrôlés (ou trop bien contrôlés par le Palais présidentiel ?) et l'irruption des combattants libériens ont montré ces derniers jours que le plus dur reste à inventer : une présence ou une coopération à la fois politique et multilatérale qui soient à la fois efficaces et acceptables dans l'Afrique réelle, celle d'aujourd'hui.

* Ancien directeur du Centre d'études et de recherches internationales ; directeur de la revue *Critique internationale*.

COURRIER DES LECTEURS

Libertés locales

(...) Vildé-la-Marine, en Ille-et-Vilaine, ne veut pas mourir. Prospère depuis la nuit des temps jusqu'à la révolution, il perdit son église. N'étant plus alors paroisse, il perdit du même coup son rang de commune et fut rattaché à la commune voisine de Hirel. Redevenu paroisse en 1847 par la volonté de ses habitants qui, pierre à pierre, reconstruisirent eux-mêmes leur église, il réclama à quatre reprises son autonomie communale, ne voulant plus vivre avec sa voisine dont il est devenu le parent pauvre (...) ! Aujourd'hui, devant la quatrième de ses demandes, au moment où s'ouvre l'enquête administrative prévue par la loi, il voit s'opposer à lui une administration jacobine qui ne comprend pas que le souci légitime d'une communauté de s'administrer elle-même n'est pas incompatible avec l'esprit de coopération et la nécessité de concentrer les énergies et les moyens et qui, au mépris de la démocratie et du respect des libertés locales, affirme publiquement sa détermination à ne pas donner suite ! Que faut-il faire lorsque l'on souhaite divorcer et que le juge s'y oppose ?

François HUE,
f.hue.vilde@wanadoo.fr

Algérie et France

Le bon sens et la raison ne peuvent qu'approuver « les retrouvailles apaisées entre l'Algérie et la France ». Les rapatriés de toutes confessions et les harkis adhèrent complètement à ce nouveau dialogue, lorsque les deux chefs d'Etat et notamment le président Bouteflika, reconnaîtront les mérites de ceux qui ont fait l'Algérie quels que soient leurs origines et leurs engagements. Ce sera la meilleure réponse à ces « idéologues provocateurs et nostalgiques » qui tentent depuis quelques jours de raviver des plaies vieilles de quarante ans non encore guéries et que sur les deux rives de la Méditerranée on souhaite voir enfin se cicatriser dans le respect des souffrances des uns et des autres.

Philippe NOUVION,
secrétaire général
Recours-France
Paris.

Afrique

Que sommes-nous allés faire en Côte d'Ivoire où le tribalisme, comme partout en Afrique, régit l'essentiel de la vie politique intérieure ? (...) Tout le monde veut le pouvoir et c'est comme ça depuis la nuit des temps, qu'on le veuille ou non. (...) N'avons-nous pas assez de problèmes à régler chez nous sans aller rétablir l'ordre chez les autres ?

Jacques GUILLEMAIN,
78000 Versailles.

Sécurité routière

Bravo à Renault et PSA pour leur projet « Lavia » qui permettra de mieux adapter la vitesse des voitures aux vitesses autorisées, mais pourquoi ne pas aller plus loin et faire en même temps de la prévention en prévoyant un déclenchement des feux de détresse, dès que les vitesses autorisées sont dépassées et ainsi signaler aux usagers tout comportement anormal d'un véhicule ? (...)

M. MENOUX,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Rectificatif

L'Association franco-irakienne a été fondée en décembre 1995 et non en 1985 comme indiqué en tête de l'article de M. de Saint-Robert (« Débats-Opinions » du 27 janvier). Nous prions nos lecteurs de nous excuser pour cette erreur.

* Chercheur au Center of International Studies de l'université de Princeton (Etats-Unis). Auteur du livre *Le Nouveau Défi français : la France face à la mondialisation* (avec Philip Gordon, Odile Jacob, avril 2002).

IRAK *Alors que les inspecteurs de l'ONU demandent un délai supplémentaire pour rendre leurs conclusions définitives*

Faut-il libérer Bagdad ?

Une guerre en Irak serait un échec de la politique, mais l'absence de guerre ne serait pas pour autant une solution aux deux défis irakiens. Deux

PAR
GUY SORMAN

défis généralement confondus au point que l'on ne sait plus si nous sommes conviés à envahir l'Irak ou à libérer les Irakiens ; aussi longtemps que l'on ne distinguera pas entre les deux, les passions dicteront des postures.

Le premier défi qui a déclenché l'offensive diplomatique américaine, la rigueur de l'ONU et les inspections sur place, serait une menace immédiate de l'armée irakienne contre ses voisins. Sur la base

d'informations fragmentaires et encore non confirmées, les Irakiens seraient sur le point d'attaquer le Koweït, l'Arabie saoudite et Israël avec des armes telles qu'ils ravageraient la région ou qu'ils en prendraient le contrôle ; l'existence même d'Israël pourrait en être menacée et le tiers des ressources pétrolières nécessaires à l'Occident pourrait lui échapper. La nouvelle stratégie américaine, adoptée après le 11 septembre 2001, est que dans pareilles circonstances, il vaut mieux frapper de manière préemptive plutôt que de répliquer à des dégâts massifs voire irrémédiables.

Certes, mais on ignore la réalité de la menace ; de plus, la présence d'inspecteurs sur le terrain permet de voir venir une attaque. On peut donc en conclure par l'instant que la menace irakienne, réelle ou surestimée, est paralysée par les contrôles sur place et par la mobilisation des armées américaines dans le Golfe. La guerre préemptive n'est donc

pas urgente ; mais l'absence de guerre n'élimine pas pour autant la menace. Un caractère suspensif et non résolutif de la non-guerre que les pacifistes semblent ignorer ; il est ici fait référence aux pacifistes de réflexion et non pas à ceux dont l'antiaméricanisme est le seul moteur.

Au fil du statu quo, s'il apparaît grâce aux inspections que Saddam Hussein dispose effectivement d'armes de destruction massive et de projets pour s'en servir, la guerre peut de nouveau s'avérer la seule option. À moins d'une capitulation peu probable de Saddam Hussein ; le gouvernement français ne propose d'ailleurs aucune stratégie alternative à la non-guerre immédiate.

La préférence pour le statu quo ne doit donc être que provisoire et elle ne répond qu'au premier défi irakien. Le second défi est plus complexe encore même si le passe actuellement au second plan : devons-nous tolérer indéfini-

ment que Saddam Hussein tyrannise son peuple, qu'il tue ses opposants, qu'il gâze les minorités ethniques ou religieuses, chiites et kurdes ?

Alors qu'au nom des droits de l'homme, les Occidentaux sont intervenus en Yougoslavie et au Burundi, devrions-nous ignorer le fascisme de Saddam Hussein ? Ce terme de fascisme, dont on abuse souvent, s'applique ici justement car le fascisme européen a servi de modèle au parti de Saddam. Devons-nous fermer les yeux sur les escouades de violeurs d'Etat entretenues par Saddam, sur le détournement de l'aide humanitaire au profit des membres de son parti, sur l'incarcération depuis 12 ans de prisonniers de guerre koweïtiens ? Ces faits non contestés rangent Saddam non pas dans le despotisme classique du monde arabe mais parmi les grands criminels de l'histoire contemporaine. Que des missions pacifistes se rendent à Bagdad et ne voient rien ne fera que rap-

peeler les visiteurs de goulags heureux en URSS et de camps de travail en plein air nazis.

À ce second défi irakien, les Américains apportent une réponse sans doute trop simple : la guerre ferait disparaître à la fois la menace militaire et la dictature. Celle-ci serait remplacée par un gouvernement démocratique formé par les

Le choix de la non-guerre serait plus légitime s'il s'accompagnait de la volonté de traduire Saddam devant une cour de justice pour ses crimes contre l'humanité

exilés actuellement regroupés dans le Congrès national irakien de Londres. Ces dissidents démocrates s'engagent à des élections libres et au respect des minorités dans une république confédérale. Un scénario enchanteur, im-

probable, mais qui n'est pas impensable ; loin des images truquées que nous recevons de Bagdad, Saddam n'est soutenu que par sa tribu et sa chute serait vécue comme une libération. De plus, la démocratie progresse dans toute la région : le Koweït a un Parlement élu, Bahreïn et Qatar ont instauré le suffrage universel,

le prince Abdallah d'Arabie saoudite propose que le Parlement actuellement nommé à Riad, soit élu dans un avenir proche. Au rebours des stéréotypes subtil-

ment racistes qui destinent les Arabes au despotisme, ceux-ci inclinent désormais vers la liberté politique, sous l'influence de l'Occident mais aussi au nom des traditions musulmanes ; les nouvelles assemblées qui surgissent

POLITIQUE *Au Forum social mondial, des socialistes français ont écouté la « profession de foi » du président brésilien*

La gauche allègre...

La gauche française était à nouveau présente en masse à la troisième édition du Forum social mondial de Porto Alegre. Si, l'an dernier, les

PAR
SOPHIE MEUNIER

candidats et prétendants à des postes ministériels y étaient en campagne, que sont venus chercher cette année les responsables de gauche dans la ville brésilienne ? Socialistes déchirés par des divisions internes, communistes à la dérive, écologistes en quête d'identité, trotskistes rendus perplexes par l'actuelle composition du gouvernement Lula, tous sont allés à Porto Alegre à la fois pour partager leur opposition à l'offensive américaine contre l'Irak, pour voir et se faire voir, pour étudier le « cas brésilien », et pour échanger des idées sur ce que devrait être la nature

de la gauche face au capitalisme mondialisé. Ils y sont venus aussi pour essayer de comprendre un peu mieux quels écueils politiques leur réserve la mondialisation et quelles options leur sont disponibles pour les éviter.

La question de la mondialisation fut l'une des causes directes, bien que discrètes, de l'échec de la gauche aux élections de 2002. Tout d'abord parce qu'en menant une politique de « mondialisation furtive » et en tergiversant constamment sur des questions comme la taxe Tobin et la flexibilité du travail, le gouvernement Jospin avait contribué à légitimer un discours très critique sur la mondialisation, ouvrant de ce fait un boulevard aux candidats d'extrême gauche et à Chevènement. Ensuite, parce que les critiques incessantes de la mondialisation, dénonçant en particulier l'apparente impuissance de l'Etat face aux contraintes extérieures et l'abandon par les dirigeants politiques des leviers de l'économie à Bruxelles et à un bataillon d'actionnaires apparus, ont produit un taux massif à la fois d'abstentions et de votes protestataires.

Enfin, le fait que cette obsession nationale à propos de la mondialisation n'ait pas été accompagnée par un réel débat sur ses vices et vertus véritables n'a fait que donner plus de crédibilité aux thèses du Front national qui, depuis des années, avaient mis en avant ce thème d'une France menacée de l'extérieur, que ce soit par les immigrés, les eurocrates, ou la mondialisation.

La mondialisation serait-elle le nouveau clivage autour duquel se cristalliserait la politique intérieure française dans les années à venir ? Cela est fort possible car la mondialisation révèle une nouvelle ligne de fracture politique qui sépare une société ouverte d'une société fermée, selon l'expression du politologue Pascal Perrineau - une « société ouverte » prête à tirer parti des bénéfices offerts par la mondialisation, tels un horizon culturel plus large et une plus grande variété dans les choix de consommation ; face à une « société fermée », réfractaire par principe à ceux-ci ou incapable d'en bénéficier, mais au premier rang de ceux qui souffrent des maux que l'accompagnement : chômage, délocalisation, paupé-

sation, perte d'identité. C'est un processus qui n'est pas particulier à la France. La mondialisation redessine les clivages fondamentaux autour desquels se sont structurés, au vingtième siècle, les forces politiques dans la majorité des démocraties occidentales. Cela est le cas car la mondialisation altère certaines caractéristiques politiques de base comme, entre autres, la rela-

Ce que la gauche française est venue chercher au Brésil ? Le courage de sortir de son discours schizophrène sur la mondialisation

tion entre l'Etat et l'individu, l'expression de l'identité culturelle, et la pratique de la démocratie. La mondialisation redéfinit les limites de la souveraineté nationale, affecte la légitimité et la responsabilité démocratiques, et perturbe l'équilibre existant entre groupes d'intérêt et forces politiques. En France, depuis plusieurs années, les clivages politiques traditionnels séparant la gauche de la droite ont

fait la place, ou en tout cas coexistent avec de nouveaux alignements, conséquences directes de la mondialisation.

Sous un certain angle, il semble que les extrêmes du spectre politique aient plus en commun entre eux qu'avec le centre. Cependant, les partis de gouvernement ont mis beaucoup de temps à incorporer ces nouvelles réalités dans leurs programmes et leurs actions. Les partis extrémistes, de gauche comme de droite, ont saisi cette opportunité pour se distinguer des partis traditionnels avec le succès qu'on connaît désormais. Et de nouvelles formes d'action et d'organisation politiques ont vu le jour, capitalisant sur la popularité du mouvement anti- (ou alter) mondialisation, et de ce fait volant la vedette aux partis politiques.

Ce processus est cependant particulièrement accentué dans notre pays en raison de ce que l'on a longtemps considéré comme une exception

française à l'égard de la mondialisation. Le double discours des politiciens, de gauche comme de droite, diabolisant publiquement la mondialisation tout en s'y adaptant discrètement et avec succès, n'a fait que renforcer cette impression que la France, contrairement aux autres pays, pouvait tracer son propre cours. Cela rend encore plus difficile la tâche actuelle des socialistes à la recherche d'unité et de cohérence : en ce qui concerne la question de l'attitude face à la mondialisation, il leur faut, soit adapter leur rhétorique à leurs actions, soit aligner leurs actions sur leur rhétorique. Si tous sont d'accord sur les principes de base (la mondialisation crée des gagnants et des perdants, la régulation est nécessaire mais pas suffisante, le devoir de la gauche est d'aider les perdants), les désaccords sont nombreux quant aux questions d'orientation et de stratégie politiques.

Les deux choix qui s'ouvrent aujourd'hui aux socialistes en la matière sont connus : le « radicalisme », comprenant un sérieux coup de barre à gauche et une